

« Mademoiselle, puis-je me rendre aux toilettes, s'il vous plaît ! »

Assis sous un arbre au cours de la phase finale d'un projet d'approvisionnement en eau potable pour les femmes de Bandaragama, j'ai remarqué les pieds enflés de celle qui était à mes côtés. « J'enseigne à l'école ici. Ma journée à l'école dure parfois huit heures ». D.M. Renuka, la directrice de l'école mixte du village me chuchote à l'oreille : « Nous ne disposons d'aucune toilettes à l'école et je dois attendre de rentrer à la maison pour me soulager. Malheureusement, même les adolescentes vont dans les buissons pour se soulager ; mais en tant qu'enseignante je ne peux me le permettre. Il nous faut des toilettes à l'école. Selon le médecin, mes pieds sont enflés à cause de la rétention d'eau, l'approvisionnement en'eau est très bonne, mais qu'en est-il des toilettes pour nos écoles ? ».

Cette brève conversation a été le déclic pour la réalisation d'un projet qui a fourni des toilettes hygiéniques à cette école ainsi qu'à 27 autres écoles de la région de Bandaragama entre 2007 et 2009. Le Decade service (DS), un consortium de 38 ONGs, appuyé financièrement par l'Aide œcuménique norvégienne (NCA), a ciblé d'abord les écoles qui ne disposaient d'aucune toilettes et ensuite celles qui avaient des toilettes inutilisables et qui étaient dans un état déplorable. Le DS a construit 41 toilettes aux endroits où le besoin était le plus pressant dans les trois premiers mois du projet.

Bandaragama est un village du district de Kalutara, situé à environ 45 kms de la capitale, Colombo. Chaque école a bénéficié de quatre à cinq toilettes, selon les effectifs. Il y a des toilettes séparées pour les filles et pour les garçons et une pour le personnel.

Session d'orientation à l'hygiène avant la construction

« L'Assainissement dans les écoles ne se limite

pas simplement à la construction de toilettes », soutient Shirley Rodrigo, directeur exécutif de Decade service. « Il y avait un besoin encore plus important de former les enfants à leur utilisation hygiénique. Des sessions centrées sur l'utilisation et le maintien des toilettes propres et l'éducation à l'hygiène sur les effets néfastes de la défécation en plein air ont été organisées bien avant la fin de la construction ».

Les toilettes sont devenues un projet communautaire auquel chaque villageois a participé. Tout le monde a été un auditeur réceptif, notamment lorsque les agents chargés des services d'éducation sanitaire de la ville voisine de Kalutara leur ont parlé d'assainissement et de la nécessité d'inculquer des habitudes saines aux enfants.

Les parents, l'Association de parents et d'enseignants (PTA- en anglais) ont travaillé en collaboration avec des autres personnes de la communauté, en leur apportant des conseils, de l'appui, des briques cuites dans leurs propres fours et même de la main d'œuvre non qualifiée, rappelle S M Sumanatilaka qui a géré le projet pour le DS.

Le projet DS a également reçu la bénédiction des agents de santé et des membres des Conseils provinciaux qui ont aidé le directeur exécutif à rencontrer les responsables de la santé d'organiser des conférences et des démonstrations aux élèves.

Epidémie de diarrhée

Au Sri Lanka, les procédés primitifs et peu hygiéniques de soulagement des zones rurales ont été la cause de nombreuses maladies, en particulier parmi les enfants qui constituent un cinquième des 20 millions d'habitants du pays. Selon le ministère de la Santé, la diarrhée et les maux



Toilette en milieu scolaire.
© Decade Service

Avec la coopération de



Les jeunes écoliers puisent de l'eau à une pompe munie d'une bonne exhaure à Goudjerate, en Inde

Nouvelles

Informations thématiques, page 1-3

- « Mademoiselle, puis-je me rendre aux toilettes, s'il vous plaît ! »
- L'Avis des Experts
- Adaptation au changement climatique : les eaux troubles de la mainmise et de la connivence politiques

Nouvelles du GWA, page 4-5

- Vendeurs d'eau contre les femmes usagers de l'eau
- Nous disposons d'une cuillère à café pour vider l'Atlantique

Nouvelles du WSSCC, page 6-7

- Vietnam : conception d'un programme ponctuel de communication sur le lavage des mains au savon
- La plus longue file d'attente de toilette du monde : un grand succès !

Nouvelles de l'IRC, page 8-11

- Dernières nouvelles du projet WASHCost – publiées en avril 2010
- Népal : apprentissage de médias sociaux sur le Web
- Ouganda : amélioration des dialogues locaux et de la gouvernance en matière d'AEPHA

Nouvelles du CREPA, page 11-12

- Célébration de la journée mondiale de l'eau au Burkina
- Nœud de connaissance en assainissement durable du Burkina : de l'or dans des bidons d'urine
- Formation théorique et pratique de maçons à Nouakchott : un besoin comblé !

Avec des contributions de GWA et CREPA



liés à la vermine sont courants chez les enfants des zones sous développées et non desservies dans le pays où la défécation se pratique en plein air.

Tout le projet, y compris la construction, l'assistance technique et les charges du personnel a coûté 80 000 dollars US (8 millions de roupies sri-lankaises, soit 62 000 Euros), et a touché environ 300 filles et garçons.

Pour évaluer de manière novatrice le succès du projet, le DS a organisé un concours spécial de peinture à l'intention des élèves. Le thème du concours a porté sur les nouvelles toilettes et la manière dont ces dernières ont changé leurs vies. Les 300 dessins récupérés provenaient d'enfants âgés de 5 à 6 ans aux adolescents de la classe du baccalauréat.

Certains présentaient des idées originales sur l'importance d'un service que les citoyens prennent pour acquis, de façon saugrenues et drôles, tout en étant pertinents.

Les élèves sont plus disciplinés

P.R. Wickramasinghe, directrice de l'école du Centre nord de Payagala, affirme que

les élèves sont plus disciplinés depuis que les nouvelles toilettes ont été construites : « Plus besoin de courir vers les boisés, parfois pour de faux-prétextes ! ».

La principale, Renuka dont les pieds enflés ont été le déclic à tout cela, était particulièrement heureuse pour les adolescents. « Le manque de toilettes les a beaucoup contrariés. La situation a amené certaines filles plus âgées à quitter l'école ; et même lorsqu'elles ne le faisaient pas, elles s'absentaient lorsqu'elles avaient leurs règles ».

Sandini Samara 16 ans, est plus qu'heureuse parce que l'école dispose de toilettes. Ses parents l'y laisseront jusqu'à ce qu'elle passe ses examens finaux. « Il y a même un endroit pour garder le savon ! » s'exclame Sanidu Ishan, âgé de huit ans lors de sa première visite à l'intérieur de la toilette flambant neuve.

« Des toilettes et des installations de lavage des mains propres, sûres et dignes aident à s'assurer que les filles reçoivent l'éducation dont elles ont besoin et qu'elles méritent, » relève Anne M. Veneman de l'UNICEF, au Sri Lanka. « L'éducation d'une fille bénéficie à la communauté entière ».

Une référence pour d'autres villages

Le projet DS de toilettes en milieu scolaire est devenu une référence pour des programmes similaires dans les villages voisins. Compte tenu des avantages qu'apportent des toilettes hygiéniques et la demande dans plusieurs villages de la communauté contiguë de la petite bourgade de Beruwela, DS a lancé un programme d'approvisionnement d'ouvrages d'assainissement dans 23 villages du district, qui couvrira également des écoles.

Les étudiants, les enseignants et la communauté veilleront-ils à ce que les toilettes soient utilisées de manière hygiénique et soient correctement entretenues ? S'inspireront-ils des 'leçons' reçues au cours de la session d'orientation ? Tel est le défi qui se pose tant aux fournisseurs qu'aux usagers !

Mme Vijita Fernando du Sri Lanka, vijita@sltnet.lk

Cet article a été proposé au bulletin Source 'Raconte-nous une Histoire – du concours' pour la fierté et une récompense' lancé en février 2010.

L'Avis des Experts « On forme en Afrique 4 ingénieurs pour le "prix" d'un en Europe, il reste aux bailleurs à adapter leurs dispositifs de bourse »

Paul Ginies, Directeur général de la fondation 2iE – Burkina Faso

L'institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement – 2iE, a été profondément réformé en 2005. Il est aujourd'hui géré par la Fondation 2iE, une association internationale à but non lucratif reconnue d'utilité publique au Burkina Faso.

Quels étaient les principaux objectifs de cette réforme ?

Le premier objectif de cette réforme était d'adopter le système international LMD – Licence Master Doctorat et, plus loin, d'agrèger sur ce tronc commun LMD diverses spécialisations sur l'eau, l'environnement, l'énergie ou le génie civil. Un second objectif visait à répondre à des besoins professionnels très précis : l'institut est par exemple en train de monter un master WASH – eau, assainissement & hygiène, à destination des ONG. Certaines de ces spécialisations sont aussi accessibles en formation à distance.

L'école doctorale apporte de son côté un surcroît de notoriété. Elle compte aujourd'hui 24 doctorants.

Au total combien d'étudiants cela représente-t-il ?

Pour l'année scolaire 2009-2010, l'institut accueille 860 élèves sur ses campus

de Ouagadougou et de Kamsosé, originaires de 27 pays, auxquels viennent s'ajouter, dans le cadre de la formation ouverte et à distance, 550 étudiants originaires de 33 pays et 1 400 stagiaires en formation continue, dont environ la moitié appartiennent au secteur privé.

Quelles sont les ouvertures internationales de 2iE ?

La réforme a permis à 2iE d'obtenir le label EUR-ACE et donc la reconnaissance de ses diplômes au niveau européen. L'institut jouit d'un important réseau de partenaires parmi les instituts technologiques et universités les plus prestigieuses : l'Université Pierre et Marie Curie – Paris 6, Science Po Paris, les écoles Polytech' de Montpellier et d'Annecy-Chambéry, l'Université virtuelle Environnement et Développement durable – UVED, l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, l'Université de Princeton, le Massachusetts Institute of Technology, l'Université de Hokkaido, etc. Les modalités d'échanges sont diverses : un MBA entrepreneuriat et éco-innovation par exemple est en train d'être mis en place avec HEC Paris et un nouveau programme d'échanges est en cours de préparation avec les universités américaines ; ces échanges sont d'ailleurs



souvent favorisés par les diasporas africaines. Enfin, l'institut développe évidemment des partenariats en Afrique : par exemple au Ghana, avec la Kwame Nkrumah University of Science and Technology et plus récemment en Afrique du Sud. Le bilinguisme français / anglais, aussi introduit par la réforme, favorise cette plus grande intégration africaine. Notre objectif est de former des ingénieurs capables d'agir sur le continent.

Et cela fonctionne-t-il ?

Oui, et même très bien : la plupart des ingénieurs diplômés du 2iE restent en

Afrique ; 50 % trouvent un emploi à l'obtention de leur diplôme et plus de 90 % dans les six mois qui suivent. Ces résultats sont dus à l'importante collaboration de l'institut avec le secteur privé, qui représente 80 % environ des recrutements. 2iE a développé des partenariats avec des groupes de renommée internationale comme Bolloré, Bank of Africa, Fadoul Afrique, JA Delmas, Sogea-Satom, Total, Suez Environnement, Veolia ou encore l'Association Africaine de l'Eau.

Entre 10 et 15 % des diplômés créent aussi leur propre entreprise. Cette performance reste à confirmer dans le temps. Afin de favoriser cette voie, l'institut va monter un incubateur d'entreprises ainsi qu'un fonds de capital risque, ceci évidemment avec un petit nombre de partenaires.

À quelle hauteur les partenariats avec le privé contribuent-ils au budget de l'institut ?

Les frais de scolarité ne représentent que 50 à 60 % des ressources de l'institut ; les contrats de recherche et d'ingénierie sont donc essentiels. Le sens de la réforme était aussi de passer d'un système subventionné à 150 % à un système de subventions entièrement dirigées sur l'investissement : dans les laboratoires, dans les équipements et la création de

valeur. Les enseignements, les salaires et toutes les autres charges courantes sont assurés sur nos propres ressources. Le « point mort » se trouve ici à un peu plus de 1 000 étudiants ; le seuil a été franchi en 2009, ce qui nous a permis d'avoir dès lors un budget positif.

À quelle hauteur s'élèvent les frais de scolarité ?

3 500 euros en années de master, 2 000 euros en licence. C'est élevé, cependant, la garantie d'emploi permet aux étudiants d'obtenir aisément un prêt sans pour autant présenter une garantie patrimoniale. La création de valeur est ici encore l'élément clé ; celui qui ouvre les emplois et donc qui facilite le financement des études.

L'on forme en Afrique 4 ingénieurs pour le « prix » d'un en Europe, mais il nous reste encore à convaincre nos partenaires bailleurs d'adapter leurs dispositifs de bourse dans ce sens ; en d'autres mots : accorder leurs bourses aux étudiants africains qui font le choix de rester sur place.

Le 2iE a-t-il des relations avec l'UNESCO-IHE de Delft, aux Pays-Bas ? Sinon quel pourrait être le cadre d'un partenariat ? À quelles conditions ce partenariat profiterait-il à 2iE et, plus

généralement, à la formation en Afrique de manière plus générale ?

Dans le passé, l'EIER-ETSHER et IHE entretenaient une simple relation de « bon voisinage », ou plus précisément chacun se tenait sur son terrain sans empiéter sur les platebandes de l'autre. Pour parler franchement, l'ex-EIER-ETSHER était resté sur un modèle peu ouvert et très franco-français. L'avènement de 2iE a changé le rapport. La vocation dorénavant internationale de l'institut ; son offre, de meilleur niveau et compatible avec le système international LMD et en même temps le renchérissement des formations au nord font qu'un rapprochement entre 2iE et IHE devient non seulement possible mais très souhaitable. Il permettrait notamment à 2iE d'accélérer le passage au bilinguisme et de s'ouvrir ainsi plus vite aux pays anglophones et d'accueillir en Afrique des étudiants et des chercheurs d'IHE pour une mobilité. Pour IHE, l'intérêt serait de maintenir au nord ce qui ne peut être fait au sud, en même temps que d'appuyer le développement au sud de capacités de niveau international et d'offrir, ce qui est essentiel, une mobilité pour des étudiants africains en master et des co-encadrements de thèses.

Propos recueillis par Martine Le Bec – h2o.net

La totalité de l'interview sur le site de l'IRC – www.irc.nl/sourcesnouvelles

Adaptation au changement climatique : les eaux troubles de la mainmise et de la connivence politiques Chroniqueur : Teun Bastemeijer

Le changement climatique risque de devenir un marché et un secteur offrant de nouvelles occasions de mainmise politique et d'abus d'influence dans l'orientation des investissements destinés à servir l'intérêt d'une minorité. Les mesures d'adaptation pour faire face au changement climatique pourraient finir par être inefficaces, en grande partie à cause de la corruption si l'intégrité, l'imputabilité et la transparence ne sont pas prioritaires dans l'agenda du changement climatique. Ces mesures concernent le secteur de l'eau en particulier.

Les effets du réchauffement mondial sont potentiellement très graves en provoquant des bouleversements des cycles hydrologiques et des régimes d'écoulement de l'eau fluvial aux niveaux local, régional et mondial. De tels changements provoquent une plus grande vulnérabilité aux catastrophes naturelles et de façon générale au stress hydrique.

Toutefois, ces vulnérabilités ne constituent pas entièrement de nouveaux phénomènes et, malheureusement, la plupart des catastrophes sont essentiellement dues aux actions de l'homme.

L'inondation récente dans la zone côtière de la Vendée en France, pays à économie développée, a causé la mort d'environ 50 personnes. Bien que cette catastrophe paraisse mineure comparée à beaucoup d'autres ailleurs, dans ce pays elle est néanmoins significative. Il existe des signaux que les responsables locaux et nationaux ont tendance d'expliquer cette catastrophe comme résultant des conditions atmosphériques extrêmes ou imprévisibles ou du changement climatique. Cela a été aussi le cas pour la catastrophe à la Nouvelle-Orléans en Louisiane. Dans tous les deux cas les experts ont donné des alertes de catastrophes imminentes [1].

La digue dans le district de Vendée a été construite dans les premières années du 19^{ème} siècle pour protéger les surfaces agricoles qui étaient en partie urbanisées ; un processus qui s'est accéléré au cours des dernières décennies malgré des risques potentiels. Cependant, il est opportun que les pouvoirs publics évoquent le changement climatique comme cause de la catastrophe pour échapper à la réprobation.

Au Bangladesh, un secteur important du delta, on a asséché des sols argileux qui s'affaissent inévitablement du fait d'être drainés pour les besoins de l'agriculture. La terre déjà basse, est à présent même plus près ou même en dessous du niveau de la mer. Les inondations y sont donc un phénomène courant. Bien que le secteur affecté potentiellement par l'inondation aille s'élargir avec la montée du niveau de la mer en raison du réchauffement mondial, le changement climatique n'en constitue pas la cause première.

Un autre phénomène, communément lié actuellement au changement climatique, est l'intrusion saline qui rend les sols improductifs. L'intrusion saline dans les zones du delta est normale et, comme dans d'autres pays tels que les Pays Bas, la recharge en eau douce à partir des fleuves et quelques fois des inondations saisonnières sont nécessaires pour contrôler celle-ci. Ceci est vrai pour tous les deltas. Par exemple, la construction de grands barrages en Inde a réduit les débits du lit fluvial à des niveaux tellement bas qu'il n'y a pas assez d'eau douce disponible dans des régions de

[1] Voir par exemple Le Parisien www.irc.nl/url/35886, 2 mars 2010.

Suite à page 8.

Vendeurs d'eau contre les femmes usagers de l'eau

Le dimanche après-midi, Pauline s'occupe de sa boutique, une étagère en bois. Elle vend des fruits, des légumes, du poisson sec, des piles, du charbon de bois et tout ce dont un ménage normal dans cette petite ville de l'Ouest Ougandais aurait besoin au quotidien. A quelques mètres de là, on peut apercevoir une borne fontaine, avec trois robinets et une plate-forme qui semblent secs. Pendant les huit derniers mois, elle a été l'opératrice officielle du robinet, vendant l'eau et tenant les comptes. Elle vendait l'eau de la fontaine à 100 shillings ougandais (0,036 euros) le bidon de 20 litres. Le compteur du robinet principal est maintenant cassé. Pauline dit qu'il est de mauvaise qualité et que la plupart des autres robinets ont le même problème. Les robinets à l'avant ont déjà été remplacés cinq fois. Elle attend actuellement le plombier qui est en même temps son contact et le soumissionnaire à la Mairie.

Des fontaines en panne et des vendeurs d'eau

Sans cette fontaine, ni les cinq autres en ville qui ne fonctionnent pas, la plupart des gens qui ne disposent pas de branchement à domicile dépendent à nouveau des vendeurs d'eau. Ces vendeurs sont de jeunes hommes qui remplissent leurs bidons à un point d'eau à ciel ouvert en contrebas de la ville. Ils font le parcours, mètre après mètre, pour arriver au point d'eau, afin d'obtenir de l'eau relativement claire, mais non traitée et pour remplir rapidement six bidons. Ils les attachent ensuite sur leurs bicyclettes et pédalent, ce qui est un travail considérable. Les vendeurs apportent l'eau aux seuils des maisons et la vendent à 200 shillings ougandais (0,072 euros) les 20 litres.

En ville, on dit souvent que les robinets sont vandalisés la nuit. Le forum multi partenarial organisé par l'Initiative de l'eau et l'assainissement du Lac Victoria du programme de l'ONU-Habitat (LVWATSAN), identifie également le vandalisme régulier des robinets comme un problème qui rend cette nouvelle forme d'approvisionnement en eau destinée aux personnes pauvres plutôt inefficace. Les vendeurs d'eau sont cités comme responsables du bris des robinets, dans le but de ne pas perdre leurs clients. Pauline n'accuse pas directement les vendeurs d'eau de vandaliser les fontaines ; elle n'y reste pas la nuit pour le savoir.



Pauline a montré le nouveau robinet après qu'il a été remplacé

Le GWA participe aux enquêtes interdisciplinaires de la ville. Certaines catégories d'acteurs sont invitées à raconter leurs histoires et leurs problèmes.

Perspectives du point d'eau

Le jour suivant, l'équipe d'enquête se rend à pied au point d'eau et y trouve des vendeurs d'eau, remplissant leurs bidons et réparant leurs vélos ; d'autres encore dévalent la pente en courant, pour faire grincer leurs freins en mauvais état. L'un d'entre eux se spécialise en réparation de vélo.

Leur point de vue apporte un éclairage différent sur la situation. Chaque vendeur doit verser au conseil municipal une patente, des vignettes quotidiennes pour les vélos et des honoraires pour les bidons à une personne appelée soumissionnaire. Ils travaillent fort et les gens préfèrent leur eau à celle des robinets. Elle a meilleur goût, nécessite moins de détergent pour la lessive et ne laisse aucun film coloré après ébullition. Pourtant, ils ne sont pas respectés ; au contraire, ils sont méprisés en ville. Toutes les fois qu'il y a un accident impensable, étant donné la manière dont ils descendent la route, ils sont toujours tenus pour responsables. Il y a eu quelques problèmes de harcèlement auprès des femmes ; mais à ce niveau, les vendeurs d'eau disent qu'ils ont des règles. L'un d'eux appelé le défenseur des vendeurs maintient l'ordre. Ils n'ont aucune autre façon de gagner leur vie et ils ne sont pas très ravis par les nouvelles infrastructures d'eau apportées par le programme d'ONU-Habitat, telles que les fontaines. Interrogés sur ce qu'ils pensent du vandalisme des robinets, ils pouffent tous de rire. « Bien que le système est fortement protégé, nous souhaitons tous qu'il tombe en panne » Ils n'ont pas été approchés pour devenir d'opérateurs de robinet, bien qu'ils auraient souhaité faire ce travail.

Nous avons eu des difficultés à trouver des utilisatrices de fontaines pour demander leur avis ; d'abord, parce qu'elles sont toutes très occupées, et ensuite parce que la plupart d'entre elles ne se sentent pas suffisamment en sécurité pour aller chercher de l'eau elles-mêmes au point d'eau. Autour du point d'eau, les jeunes hommes sont constamment assis et discutent. Ce faisant, ils mettent les femmes mal à l'aise, et ils s'amusent à les toucher ou les heurter avec leurs bidons. Les vendeurs peuvent s'enorgueillir de leurs règles, mais les femmes voient cela



Les vendeurs d'eau à la collecte des eaux de la mare

différemment. En fin de compte, mêmes les femmes pauvres qui préféreraient porter l'eau elles-mêmes décident d'en acheter auprès des vendeurs toutes les fois qu'elles le peuvent, pour éviter le harcèlement.

Tel est le contexte dans lequel les partenaires au Programme de renforcement des capacités de LVWATSAN font leurs enquêtes pour élaborer un plan de formation et de renforcement personnalisé des capacités pour chacune des dix villes du programme. Les problèmes des différents intervenants sont recueillis, lesquels s'avèrent être étonnamment différents dans chacune des villes.

Différentes méthodes d'analyse

Il est intéressant d'analyser cette situation dans une ville d'Ouganda suivant deux perspectives. Suivant une Perspective femmes -développement (WID- an anglais). En examinant la ville et ses intervenants, la situation des utilisatrices des fontaines d'eau s'est détériorée ; d'abord, parce qu'elles pouvaient obtenir l'eau elles-mêmes gratuitement à ce point d'eau, en la portant en haut de la colline elles-mêmes, alors que maintenant elles doivent la payer, et très cher. L'eau des robinets est plus abordable, mais n'est apparemment pas potable, et le plus souvent n'est pas disponible. Même les opératrices de robinets en bénéficient à peine, puisque les robinets ne cessent de tomber en panne. Une solution WID serait de proposer que le point d'eau soit un endroit interdit aux vendeurs à certaines heures fixes. Cependant, l'utilisation d'eau non potable persisterait.

La deuxième option consiste à analyser la situation selon une perspective Genre et autonomisation. Cela suppose que les intérêts des vendeurs soient également pris en considération à côté de ceux des utilisatrices. Ces hommes préféreraient d'avoir un autre emploi, qui les rendraient plus autonomes et qui leur permettrait d'être respectés. S'ils avaient un autre métier, ils cesseraient de vandaliser les

robinets et les femmes pourraient obtenir de l'eau à faible coût dans les fontaines voisines. L'autonomisation permettrait également aux femmes d'accéder plus librement aux points d'eau. des femmes aurait également pour conséquence qu'elles ne soient plus empêchées d'aller au point d'eau par un groupe de jeunes

hommes. Elles s'y rendraient ensemble pour y revendiquer leurs droits. Pauline et d'autres opératrices de robinet pourraient vivre de ce métier si la demande en eau de ces fontaines était en permanence.

Le GWA contribue, par une perspective Genre et autonomisation, à enrichir les expériences recueillies en matière

de gouvernance locale, de relations sexo-spécifiques et de considérations environnementales et techniques, au sein du programme LVWATSAN. De ce fait, il participe à un programme plus adapté au renforcement des capacités en faveur des pauvres.

Joke Muylwijk

Nous disposons d'une cuillère à café pour vider l'Atlantique

Il y a dix ans, au cours du deuxième Forum mondial de l'eau de La Haye, plus d'une centaine de professionnels de l'eau se sont réunis pour institutionnaliser l'Alliance genre et eau (GWA).

A cette occasion, il était évident que les hommes (essentiellement des Blancs), aux costumes noirs étaient les décideurs du secteur de l'eau. Ceux-ci provenaient de divers horizons et travaillent sur divers aspect du secteur de l'eau. Lors de ce forum, les ONG ont été invitées à ne pas organiser d'événements parallèles. Ainsi, elles ont eu l'occasion d'intégrer le courant principal. Les participants sont venus des quatre coins du monde, et ils se sont trouvés être plus nombreux qu'à l'habitude. Parmi eux, un nombre considérable avaient, et ont toujours, une expertise sur les défis et problématiques de l'utilisation quotidienne de l'eau, ainsi que des représentants de différents groupes d'intérêt tels que les femmes, les hommes, les petits exploitants, les experts en matière de Genre, les ONG et les OCB du monde entier.

De toute évidence, il fallait faire quelque chose pour réunir les différents intérêts des usagers et des décideurs. D'une part, le dernier groupe a dû s'informer de l'impact de leurs décisions sur le terrain, et des différentes considérations à prendre en compte quand au genre, à l'âge, au revenu, lieu de résidence, aux caractéristiques ethno-culturelles et plus généralement du contexte d'intervention. D'autre part, les différents usagers de l'eau vivent au quotidien ces réalités, et afin de leur permettre de faire part de leur savoir, ils doivent pouvoir obtenir le soutien nécessaire pour devenir autonomes. L'Alliance genre et eau a reçu le mandat de développer une approche prenant en compte ces deux perspectives, en combinant les aspects techniques et sociaux de la gestion de l'eau. Les gouvernements des Pays-Bas et du Royaume-Uni ont donné à l'Alliance le financement nécessaire à cet engagement pour quatre ans. En outre, la suite, les Pays-Bas ont renouvelé leur financement pour cinq années supplémentaires, nous amenant à cette année 2010.

Le changement s'est produit !

Aujourd'hui, dix ans plus tard, « plusieurs cycles d'eau ont été complétés, allant des océans aux nuages pour retomber en pluie, en passant par les plantes et le sol, utilisée par les hommes, puis des lacs aux fleuves et s'écoulant de nouveau lentement vers les océans ». Par ailleurs, beaucoup de conscientisation a été faite sur les aspects Genre de la gestion de l'eau à travers le renforcement des capacités, le plaidoyer, les publications, la dissémination et l'échange d'informations, et les études pilotes, grâce auxquelles nous pouvons affirmer que de nombreux individus ont appris et changé leur comportement. Le changement depuis ces dix dernières années est surprenant.

La compréhension des relations Genre et son application dans le secteur de l'eau reste complexe. Les gouvernements et les décideurs changent. De plus, les réalités économiques ont souvent un impact direct sur le financement des initiatives en Genre. Personne ne doute du besoin d'infrastructures, mais pour rendre l'utilisation des installations d'eau et d'assainissement optimales, il est nécessaire de porter une attention particulière sur la diversité des usagers, en particulier sur la problématique du Genre.

Il faut avoir de l'endurance

Pour la période 2011-2015, la sélection des ONG du Fonds de la coopération au développement des Pays-Bas a écarté toutes les organisations orientées sur les Femmes et le Genre, de même que celles travaillant sur l'insertion des immigrés lutte contre le VIH/SIDA. Pour le GWA, et pour beaucoup d'autres, qui dépendent du financement externe, il sera difficile de poursuivre le travail et répondre à la demande

Est-il raisonnable d'espérer que des siècles d'inégalité dans le monde soient effacés en une ou deux décennies ? Un ancien président du GWA, M. Ethné Davey d'Afrique du Sud utilise la métaphore de la cuillère à café pour illustrer ce propos. Une cuillère à café nous a été donnée pour vider l'Océan atlantique. Il est temps de

passer à la cuillère à soupe, plus grande, afin de faire un petit pas en avant. Malheureusement, cela ne se produit pas. Si les femmes et les hommes sont égaux dans leurs obligations fiscales, ne devraient-ils pas être égaux face à la dépense de ces fonds ?

Nous comptons sur vous

Avec la crise alimentaire mondiale, la crise financière et le changement climatique, le GWA a un travail gigantesque à faire ; pour soutenir les femmes à trouver différentes solutions pour avancer, et aller au-delà des questions technologiques et du court terme.

Nous comptons sur l'appui constant des membres et des organisations partenaires avec lesquels nous avons travaillé avec succès pendant les dix dernières années, qui sont passés si vite. Nous sommes confiants qu'en raison de nos résultats concrets, le GWA pourra trouver de nouveaux bailleurs, même en période de crise financière.

C'est la dernière fois que l'Alliance Genre et eau occupe ces quelques pages du bulletin Source. Nous remercions les lecteurs de leur réaction que l'on souhaite très favorable ! Continuez à consulter notre site web [\[www.genderandwater.org\]](http://www.genderandwater.org) qui est actualisé régulièrement en cinq langues : anglais, portugais, espagnol, français et arabe. Vous pourrez continuer à envoyer vos suggestions et commentaires à l'adresse suivante : (secretariat@gwalliance.org).

Joke Muylwijk, Directeur exécutif



Les femmes ougandaises prennent le devant pour la construction d'un impluvium

La plus longue file d'attente de toilette du monde : un grand succès !

Après de longs mois de préparation, les populations de 78 pays ont participé à l'une des initiatives les plus impressionnantes en matière d'assainissement cette année : la plus longue file d'attente de toilette du monde, organisée par le WSSCC, les réseaux End water poverty (éradiquer la pauvreté de l'eau) et Freshwater action network (Réseau d'action pour l'eau douce) en marge de la Journée Mondiale de l'eau le 22 mars.

Environ 80 000 personnes à travers le monde ont participé à une campagne pour exprimer leur solidarité avec 2,6 milliards de personnes qui n'ont pas accès à l'assainissement sûr. Maria Mutagamba, l'une des Women Leaders for WASH (Femmes leaders pour l'AEHA) du WSSCC et ministre ougandaise de l'eau, a fait partie des « célèbres personnes ayant formé des queues » pour montrer son soutien à l'initiative. Par ailleurs, de nombreuses queues ont été organisées par les coordonnateurs nationaux, les représentants des coalitions AEHA et des partenaires du WSSCC. Vous trouverez ci-dessous quelques petits résumés qui témoignent de l'action et de l'enthousiasme manifesté lors de certains de ces événements.



Les Nigériens faisaient partie des milliers de gens venus pour participer à la plus longue file d'attente de toilette du monde

En Tanzanie, 600 enfants et plusieurs centaines d'adultes ont fait la queue le long de la route entre la Tanzanie et la Zambie, pour permettre une participation communautaire maximale. Parmi les participants, il y avait Doricia Mlshani, représentante AEHA au ministère et plusieurs notables locaux. Le message principal présenté portait sur l'importance de l'assainissement dans la lutte contre la maladie. L'entreprise conjointe a été non seulement un succès, mais a produit un impact incroyable sur la communauté et le gouvernement.

Au Libéria, 1 500 personnes enthousiastes ont fait la queue devant une toilette publique à Monrovia, pour mettre en relief le fait que 3,1 millions de personnes sur une population totale de 3,5 millions n'ont pas accès à un assainissement de base. Six ONGs locales ont travaillé à organiser cet événement, qui comprenait des discours, des représentations théâtrales et même un défilé !

Dans la province du Pendjab au Pakistan, plusieurs centaines de personnes, y compris de nombreux écoliers locaux, ont fait la queue en portant des panneaux où il était écrit « L'Eau est Symbole de Vie » ; en outre, ils ont été éduqués aux questions d'assainissement et d'hygiène pendant qu'ils attendaient devant une toilette. En dépit des ressources très limitées et des longues heures sans électricité, la manifestation a été un grand succès, par le fait qu'elle a retenu l'attention au plan local et national.

Au Burkina Faso, ce sont 5 000 personnes fascinantes qui se sont rassemblées, en formant une énorme file d'attente qui a retenu beaucoup d'attention. Plus de 8 000 personnes ont signé une pétition qui a été remise plus tard au gouvernement. Plus de 9 millions sur une population totale de 14 millions de personnes n'ont pas accès à des toilettes.

« Nous voudrions remercier toutes ces personnes qui ont participé à ces manifestations », a indiqué Saskia Castelein, chargé de plaidoyer au WSSCC.

« Elles ont été les principaux avocats dans cette campagne accrochante ! ».



La Grande Bretagne promet une mesure politique

« J'ai été ravi de rencontrer des amis et des défenseurs de l'éradication de la pauvreté de l'eau, End water poverty, cette semaine et je félicite toutes les personnes ayant participé à la plus longue file d'attente aux toilettes du monde, pour les efforts consentis pour éveiller les consciences sur la crise de l'assainissement... L'intérêt démontré par les militants... témoigne de leur engagement pour assurer une action réelle en faveur de l'eau et de l'assainissement au service des personnes pauvres. Mon département a travaillé dur pour élargir le soutien à cette initiative... et nous envisageons avec intérêt la tenue de la première réunion de haut niveau dans le courant de ce mois. »

Mike Foster, ministre britannique chargé des interventions du DFID en matière d'eau et d'assainissement, qui a invité les militants organisateurs de la queue de Londres à se rencontrer et à discuter de l'action complémentaire. Consultez l'article et les belles images dans la section des nouvelles

[www.worldtoiletqueue.org/fre/news/view].

Vous trouverez en ligne une vidéo sur les événements de la file d'attente. Vous pouvez accéder à la vidéo et à d'autres informations au [www.worldtoiletqueue.org/fre].

Vietnam : conception d'un programme ponctuel de communication sur le lavage des mains au savon

Depuis 2006, le ministère vietnamien de la Santé et l'Union des femmes du Vietnam, avec l'appui du Programme eau et assainissement (WSP) de la Banque mondiale, ont réalisé un programme ponctuel et complet de communication sur le changement de comportement pour la promotion du lavage des mains au savon (WHHS) chez les femmes de 15 à 49 ans et

les écoliers de 6 à 10 ans dans l'ensemble du Vietnam. L'objectif final est de réduire l'incidence des maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de cinq ans.

Le programme a atteint plus de 1,8 millions de personnes au cours de sa première phase, avec une cible de 30 millions pour la phase II. Le Vietnam est l'un des quatre pays (avec la Tanzanie, le Sénégal et le

Pérou) impliqués dans un grand projet mondial de mise à l'échelle du changement de comportement en matière de HWWS par le WSP. Le programme illustre comment les approches innovatrices de changement de comportement peuvent produire des changements généralisés et soutenus dans le domaine du lavage des mains par l'utilisation habituelle du savon au sein des

populations cibles. A ce jour, le programme a mis en œuvre deux campagnes de communication, une à l'intention des garde-enfants de moins de cinq ans et l'autre à l'endroit des écoliers en milieu rural et semi-rural du Vietnam.

Campagnes élogieuses

Un cadre d'analyse des résultats de la recherche formative a été créé lors de l'élaboration des campagnes; des concepts de campagne ont été conçus pour la période avant l'essai et l'ajustement; par ailleurs, un système de suivi a été conçu à partir des objectifs de la campagne.

Ce processus a abouti des campagnes élogieuses : une à l'endroit des garde-enfants et qui puise dans les aspirations des mères à assurer la santé et le développement de leurs enfants; l'autre, à l'intention des enfants et qui fait la promotion du lavage des mains au savon à travers des jeux, des concours et des séries de dessins animés diffusés sur les chaînes pour enfants. Les campagnes intègrent des médias nationaux, des activités de communication interpersonnelle à caractère communautaire, des événements de marketing à grand impact communautaire, ainsi que des relations publiques et le plaidoyer auprès des décideurs politiques nationaux.

Du savon "cher", mais qui sent bon

- 92% des garde-enfants ont rapporté s'être lavé les mains aux points critiques - mais seulement avec de l'eau ;
- 60% des garde-enfants qui disent s'être lavés les mains n'ont pas estimé que le savon était important ou nécessaire ;
- Les garde-enfants se préoccupaient plus de s'assurer que leurs enfants atteignent les étapes importantes de développement pour suivre leurs pairs ;

- L'odeur est la caractéristique de produit la plus importante associée au savon ;
- De nombreuses garde-enfants ont rapporté que le « savon était trop cher », mais la plupart des ménages disposait d'au moins un type de savon ;
- La télévision est la meilleure manière de toucher les garde-enfants, mais les membres de l'Union des femmes et les agents de santé sont des sources d'information de grande confiance.

Le cadre FOAM

Au moment où l'étude sur la recherche formative s'est achevée au Vietnam, il n'y avait aucun cadre de programme pour le lavage des mains au savon. Le WSP a élaboré un cadre appelé FOAM pour guider le personnel dans les quatre pays d'intervention dans la conception et le suivi de leurs programmes de communication sur le lavage des mains. Ce cadre a été appliqué au contexte du Vietnam pour analyser les facteurs qui peuvent faciliter ou entraver le comportement HWWS.

Ces facteurs sont :

- Le cadrage : quel est le public cible et quel est le comportement que nous voulons qu'il adopte ?
- L'opportunité : le public cible peut-il réaliser le comportement ?
- La capacité : le public cible est-il capable de réaliser le comportement ?
- La motivation : le public cible veut-il réaliser le comportement ?

Une évaluation d'impact est prévue pour la fin 2010, mais il y a déjà une demande considérable d'autres programmes de bailleurs et du gouvernement pour l'intégration de messages de lavage des mains au savon dans leurs activités d'eau et d'assainissement, en utilisant des documents élaborés par l'initiative de lavage des mains.



Une affiche destinée aux enfants indique : « N'oubliez pas de vous laver les mains au savon, pour votre santé et celle des autres »

Remarque : ce résumé a été tiré d'un article présenté par Nga Kim Nguyen à l'Atelier des praticiens de l'hygiène d'Asie du Sud tenu en janvier 2010 à Dhaka au Bangladesh. La communication de Mme Nguyen contient également des recommandations pratiques à l'endroit des gestionnaires de programmes de changement de comportement et des exemples de supports de communication élaborés pour l'initiative Lavage des mains au Vietnam. Cette communication et les autres de cet atelier sont compilées sous forme de publication conjointe du WSSCC, de WaterAid, du BRAC et de l'IRC, coorganisateur de la rencontre. Pour plus d'informations, contacter le wsscc@wsscc.org.

Nouvelles du Secrétariat du WSSCC

Le premier programme national du Fonds mondial pour l'Assainissement du WSSCC a été lancé le 22 mars 2010, à Madagascar avec la participation de représentants de la Coalition Diorano- WASH (AEHA), des professionnels du secteur, de l'agence locale chargée de la mise en œuvre du programme et des médias.

Nouvelles ressources

Un certain nombre de nouveaux produits et outils pratiques de connaissances sont disponibles auprès du WSSCC et de ses partenaires. Il s'agit notamment de :

- L'animation d'ateliers 'Pratiques' sur l'Assainissement total à initiative communautaire : un Guide de formation des formateurs
- Un logiciel de l'hygiène et de l'assainissement : un livre de ressources
- Le renforcement de l'Eau, l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire
- Rapports d'activité des Coalitions nationales AEHA (WASH) pour 2009

Les documents intégraux sont à votre disposition sur le site web du WSSCC [www.wsscc.org].

Suite de page 3,

delta au Bangladesh. Le problème qui se pose est celui de la gestion des eaux, surtout transfrontalières, et non pas le changement climatique, en dépit de la perspective de la montée de la mer qui rendra cette gestion plus difficile.

Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement tout comme l'irrigation, il est courant de lire des déclarations telles que ce qui suit : « parmi les usagers de l'eau dans certaines zones frappées par les sécheresses en raison des effets du changement climatique... »

En effet, les usagers de l'eau sont affectés par la pénurie de l'eau et le climat peut être un facteur qui contribue à l'aggravation des stress actuels ; mais dans beaucoup de cas, il serait surtout important de veiller à améliorer les microclimats et à la réhabilitation des bassins de captage qui dans beaucoup de cas, ont été influencés par les activités humaines, notamment l'urbanisation et l'abattage illicite des arbres.

Il ne s'agit ici de dire qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster la manière dont nous abordons la gestion de



La sécheresse contribue à l'aggravation des stress actuels

l'eau. Les régimes fluviaux changent considérablement en raison d'un certain nombre de facteurs, dont les besoins accrus d'approvisionnement en eau, la baisse des niveaux d'eaux souterraines, souvent en raison de l'extraction de l'eau et d'autres pratiques insoutenables et des précipitations annuelles incertaines combinées à de faibles vitesses d'infiltration. Il s'agit également de la dure réalité des glaciers qui rétrécissent et de la grave sécheresse dans des secteurs qui continuent à dépendre de l'agriculture pluviale. Cette réalité doit être affrontée et des solutions sont proposées, par exemple dans une publication intéressante du Programme de concertation pour l'eau et le climat (CPWC) qui propose le processus des 3R (Recharge, Rétention et Recyclage de l'eau) et un ensemble de solutions techniques [2].

Cependant, il s'agit de problèmes et scénarios très complexes avec beaucoup d'incertitudes quant' aux effets et au rythme du réchauffement mondial et personne ne détient la vérité absolue. Dans ces conditions et puisque le secteur de l'eau est suffisamment complexe tel qu'il ressort, beaucoup ont choisi de s'attaquer à ses défis sans articuler ce travail au changement climatique ou au réchauffement mondial pour ainsi dire. Un directeur de réseau international de premier plan dans le secteur de l'eau a employé le terme « spaghetti » pour décrire le niveau de précision du débat international.

[2] Steenberg, F. van and Tuinhof, A. (2009). Gestion de la zone de stockage temporaire de l'eau pour le développement et l'adaptation au changement climatique : Recharge, rétention et recyclage des eaux souterraines et stockage des eaux pluviales. Télécharger le texte intégral [www.irc.nl/url/35887].

Néanmoins, il apparaît raisonnable d'essayer de clarifier de façon conceptuelle comment le contexte et les débats internationaux du changement climatique change la donne pour notre travail de promotion des pratiques d'intégrité dans les différents sous-secteurs de l'eau et nos communications et partenariats avec des groupes d'acteurs et réseaux divers.

Le 29 mars 2010, nous avons organisé de ce fait une consultation d'experts sur la question, et nous espérons que ceci contribue à fournir des indicateurs sur les secteurs où orienter les efforts. Nous avons l'intention de communiquer les résultats avec les membres et partenaires du réseau WIN et espérons échanger avec un grand groupe d'acteurs du secteur de l'eau s'intéressant au phénomène de la corruption qui présente une menace pour des mesures d'adaptation au changement de climats.

A propos de Teun Bastemeijer

Teun est directeur du Réseau de l'intégrité de l'eau (WIN), basé à Berlin en Allemagne. Citoyen hollandais, Teun a une formation d'ingénieur civil de l'Université de Delft aux Pays Bas. Il a presque 20 ans d'expérience dans le secteur de l'eau. Teun a occupé précédemment les fonctions de chef de projet, directeur pays et conseiller principal de l'ONU, de l'Organisation néerlandaise de développement (SNV) et du Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC).

Vous pouvez poster vos réactions à cette rubrique en ligne en utilisant la boîte "Exprimez vos commentaires" sous l'article au [www.irc.nl/page/52533].

Dernières nouvelles du projet WASHCost – publiées en avril 2010

Le projet WASHCost, géré par l'IRC, a publié des échos des derniers développements des activités au niveau des quatre pays où il est implanté.

L'équipe WASHCost fait de la recherche sur les coûts du cycle de vie des services de l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène (AEPHA) dans les secteurs ruraux et périurbains du Burkina Faso, du Ghana, de l'Inde et du Mozambique.

Les articles de ce numéro comprennent :

- Un appel du Secrétaire principal du Service de l'approvisionnement en eau et en assainissement en milieu rural d'Andhra Pradesh pour que WASHCost (Inde) soit plus "audacieux" dans la mise en évidence des lacunes et des

changements non capitalisés de la planification.

- Une des parties pose la question à savoir comment les populations d'une communauté d'Inhambane au sud du Mozambique peuvent se donner les moyens pour payer l'entretien et les réparations des pompes manuelles quand un tiers de celles-ci sont en permanence hors d'usage.
- Un rapport de réunion conjointe entre les équipes de WASHCost Burkina Faso et Ghana sur une collaboration croissante en matière de méthodologie de recherche
- Du Ghana, une observation minutieuse de ce qui se produit quand vous vous présentez dans un village pour recueillir des données

- Un rapport sur le plan de renforcement des capacités de WASHCost et en tirer des enseignements 'inattendus' !

Les dernières nouvelles seront publiées de temps en temps, selon les avancées nationales et internationales. Si vous souhaitez rester informé des derniers développements sur les coûts du cycle de vie et du projet WASHCost, envoyez un courriel à (washcost@irc.nl) avec vos coordonnées avec comme objet "inscription".

Vous trouverez les dernières nouvelles de WASHCost au [www.washcost.info/page/735]. Elles sont publiées par le Centre international de l'eau et de l'assainissement et son rédacteur en chef, Dick de Jong.

Népal : apprentissage de médias sociaux sur le Web

Vingt directeurs de l'information de diverses organisations du secteur AEPHA du Népal ont appris les principes fondamentaux de l'art du twittering et du blogging lors d'un atelier d'écriture sur le Web et l'utilisation des médias sociaux tenu les 11 et 12 mars 2010 à Lalitpur, au Népal.

L'atelier a été organisé par le Réseau des centres de ressources - Eau, hygiène et assainissement du Népal (WASH-RCNN), en collaboration avec le Centre international de l'eau et de l'assainissement aux Pays-Bas et l'Organisation de l'hygiène et de la santé publique (ENPHO).

Le premier jour de l'atelier a visé à aider les participants à améliorer leurs compétences en écriture adaptées au format Web et leur transfert sur les sites de médias sociaux tels que [www.wordpress.com].

Le deuxième jour a porté sur des applications pratiques de médias sociaux au service des directeurs de l'information au profit du secteur de l'AEPHA au Népal. Les participants se sont familiarisés avec Twitter et son articulation avec le Weblog (blog) et Facebook. Des exercices pratiques ont été organisés pour permettre aux participants de mémoriser ce qu'ils ont appris. Ils ont réalisé l'affichage d'images et de vidéos sur le blog. En plus, de nombreux autres outils de médias sociaux ont été présentés avec leurs applications spécifiques. Vous trouverez le programme, les présentations, les participants, et les résultats du blog [washrcnnworkshops.wordpress.com].

Le formateur/ facilitateur principal du programme est Cor Dietvorst, Spécialiste

de l'information à l'IRC, avec pour Co-animateur Rajesh Adhikari, ENPHO et Anita Pradhan de WaterAid au Népal.

L'information, c'est le pouvoir pour une meilleure qualité de l'eau

Prenant la parole à la séance de clôture le deuxième jour, Birendra Man Shaky, chef du projet d'amélioration et de suivi de la qualité de l'eau au Département de l'approvisionnement en eau et des eaux usées (DWSS) a relevé l'importance de l'information et a cité le fait que 'l'information, c'est le pouvoir' et qu'elle devrait être communiquée au bon moment. Il a invité tout un chacun à communiquer d'une seule voix les normes nationales de qualité de l'eau potable du Népal au grand public.

En mars, peu avant cet atelier, une session pratique d'une journée sur le système de gestion de contenu eZ-publish a été organisée à l'intention des administrateurs et des rédacteurs de portail web du WASH-RCNN. Les participants ont appris à améliorer la structure du Web, à ajouter une page pour sur le portail de l'assainissement durable au Népal (NNSS). Le NNSS est logé à l'ENPHO et soutenu par le programme EcoSanRes II de l'Institut de l'environnement de Stockholm (SEI).

Des difficultés rencontrées dans la rédaction pratique des articles

Les participants ont identifié un certain nombre de difficultés à appliquer le format de l'IRC pour rédiger les articles de WASH-RCNN :



*Le meilleur dessin animé ! Dibesh Man Singh du Prosys Solution. Félicitations !!!!!!!!!!!
Avant : Tout le monde est embrouillé ou n'en sait pas assez du Web et du travail en réseau
Après : Tout le monde est heureux d'être expert en médias sociaux ; et en parle et l'enseigne à d'autres.*

- la liaison des paragraphes
- la proposition de titre accrocheur
- le résumé, en particulier quand l'article source est long
- l'identification des points principaux et des conclusions
- le respect de la longueur et du format prescrits
- le manque de contenu dans l'article original

Les participants ont promis qu'ils appliqueraient les outils et méthodes acquises pour promouvoir les initiatives du secteur de l'AEPHA au sein de leurs organisations.

Rabin Bastola

Pour plus d'informations, prendre contact avec : Rabin Bastola, Coordonnateur national, WASH-RCNN (rcnn@wlink.com.np) ou Cor Dietvorst (dietvorst@irc.nl), IRC .

CONCOURS : racontez nous une histoire – pour la fierté et pour gagner un prix

Source Bulletin recherche des récits relatifs à des communautés et des interventions qui ont contribué (ou n'ont pas réussi !) à améliorer ou à empirer la situation de l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

Ces récits devront proposer de grandes leçons d'expériences et de pratiques en matière d'AEHA. Le concours est ouvert toute l'année 2010, mais la date limite pour la prochaine édition est le 30 juin 2010.

Les auteurs des trois meilleures histoires sélectionnées (anglais, français ou espagnol) recevront une récompense de 50 euros. Les articles pourraient être également publiés dans le Sources Nouvelles Edition Spéciale approprié.

Nous avons publié des conseils pour vous aider à faire un meilleur usage de votre expérience ; vous pourrez les consulter en ligne au [www.fr.irc.nl/page/52144].

Pour plus d'informations : [www.fr.irc.nl/page/52176].

Ouganda : amélioration des dialogues locaux et de la gouvernance en matière d'AEPHA

Lorsque les secteurs de l'eau se développent et que l'on aborde la question du recouvrement des coûts, la demande de meilleurs services est stimulée. Les consommateurs qui payent l'eau veulent en échange de bons services. Les payeurs s'attendent également à une meilleure communication sur ces services de la part des gestionnaires de l'eau. Les consommateurs veulent savoir quelles sont les actions prévues pour aborder leurs problèmes, sur quel échéancier et avec quelles implications financières. Les gens sont frustrés quand l'action promise par le gouvernement/ l'ONG lors de la planification participative n'a pas lieu et quand on ne les informe pas sur les bonnes raisons.

Cette question est abordée grâce à un processus de dialogue commencé en début 2009 entre parties prenantes locales de six sous-comités dans les trois districts du projet dans la région Ouest du Nil en Ouganda : Nebbi, Moyo et Adjumani. Voir la carte : [<http://tinyurl.com/352gtoy>].

Ce projet financé par l'UE appuie le secteur de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement (AEPHA) afin d'obtenir de meilleurs résultats à travers la gouvernance locale, la transparence, l'imputabilité et la prise de parole par le citoyen. L'« Amélioration de la gouvernance en AEPHA par des dialogues locaux dans le Nil occidental en Ouganda » est un projet de 22 mois devant se terminer en octobre 2010. [www.irc.nl/page/46748].

Capitalisation des succès actuels et amélioration de l'efficacité

Depuis janvier 2010, la recherche-action fait participer des représentants de tous les principaux intervenants : les citoyens, leurs associations, la collectivité territoriale, les prestataires de service d'AEPHA, les écoles et les facilitateurs/ formateurs. Les Comités de coordination de l'eau et de l'assainissement des districts et des sous-

comités sont bien représentés dans ces dialogues.

La région de l'ouest du Nil a développé plusieurs processus et outils pour améliorer la gouvernance et l'imputabilité, et dans une certaine mesure, ceux-ci s'appliquent également au secteur de l'AEPHA. L'initiative capitalise ces derniers. Les agences d'exécution ont l'expérience de l'appui aux collectivités territoriales (CEFORD pour l'eau et l'éducation), l'imputabilité sociale (NETWAS) et la transparence, l'imputabilité et la gouvernance locale de l'AEHA (IRC). Des liens se développent avec d'autres initiatives locales telles que l'imputabilité dans le secteur de la santé que CARE entreprend dans les mêmes districts.

De meilleures idées et des outils adaptés

Quatre sessions de dialogue au niveau du sous-comité dans quatre districts ont abouti jusqu'ici à des améliorations diverses telles que :

- Les chargés de l'eau, de la santé et de l'éducation du district ont présenté la progression dans leur secteur et ils ont partagé leurs plans futurs à l'aide de support visuel en développant simultanément des cartes et des schémas GANTT.
- Les grilles d'analyse du consommateur, les cartes d'autoévaluation des prestataires et les plans d'action conjoints qui s'en suivent servent d'outils de suivi et d'amélioration de la transparence et de l'imputabilité en évaluant la livraison de l'eau au niveau du sous-comité ;
- Des outils semblables sont actuellement testés dans des écoles choisies pour réunir les élèves (autant les garçons que les filles) et la direction de l'école chargée de fournir des ouvrages d'assainissement et d'hygiène adéquats.

Ce processus fait le suivi de la manière dont les prestataires des services de l'eau au niveau des collectivités territoriales se comportent. Les difficultés pour les prestataires de service consiste à maintenir de bonnes relations avec le consommateur, de communiquer efficacement et de prouver que les résultats sont bien avantageux.

L'évolution future des guides et des outils de recherche-action sur tous les dialogues et la communication pour les volets d'imputabilité est partagé sur une plateforme de Docs Google. [<http://tinyurl.com/2uca5qr>].

Des médias sociaux aident la recherche-action dans l'imputabilité de l'AEPHA

Une équipe de trois organisations partenaires œuvrent ensemble à documenter et à partager les résultats de la recherche-action. Les personnes qui s'intéressent à la recherche-action dans la gouvernance, l'imputabilité, la transparence et à la prise de parole par le citoyen sont invitées à rejoindre nos plates-formes d'apprentissage et de partage, ainsi que décrites ci-dessous :

- Un groupe Google, WASHlocaldialogues permet de partager rapidement à l'interne des documents et des idées entre intervenants et partenaires.
- L'équipe échange également des expériences, des méthodes et des enseignements au sein de la communauté élargie à l'AEHA/GIRE de l'Ouganda à partir de MyWASH.org au [www.mywash.org/group/ugandawashgroup].
- Le partenaire NETWAS Ouganda entretient un site web sur le travail d'imputabilité au Nil Ouest au [www.watsanuganda.watsan.net/page/545].

Dick de Jong / Peter Bury

Trois jours de dialogue pratique et de renforcement des capacités

En début avril 2010, l'IRC, en collaboration avec Netwas Ouganda et le CEFORD (Autonomisation communautaire pour le développement rural) a animé un atelier de dialogue inter district d'une journée au siège du CEFORD à Arua, Ouganda pour développer des outils et des stratégies de communication. Environ 40 participants, venus de trois districts et de six sous comités, ont participé au programme d'apprentissage EDF du Nil occidental sur l'imputabilité en l'AEPHA. Celui-ci a été suivi d'un atelier de renforcement des capacités de deux jours.

Les principaux acquis sont :

1. L'évaluation de recherche-action continue sur l'imputabilité dans la prestation de services d'AEPHA et les perspectives pour une efficacité accrue ;
2. L'apprentissage et le partage de méthodes et de canaux de communication dans la recherche-action, et l'imputabilité dans le secteur de l'AEHA ;
3. L'identification et l'élaboration de méthodes améliorées et l'utilisation de voies de communication appropriées à tester dans la recherche - action continue.

Des projets de stratégies de communication développés seront mis en œuvre, testés et suivis efficacement.



Célébration de la journée mondiale de l'eau au Burkina : le CREPA Burkina réaffirme son engagement pour un accès équitable à l'eau potable

Le lundi 22 mars 2010, le ministère de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques et ses partenaires du publics et privées ont choisi la ville du Pays Noir, Banfora, dans la Région des cascades pour rappeler à la communauté internationale, l'attachement du Burkina à un accès durable à l'eau potable. A l'occasion, le CREPA Burkina solidaire de cet engagement bat campagne pour l'Eau potable pour tous.

Placée sous le patronage du Ministre Délégué à l'agriculture M. Abdoulaye Combarry, la cérémonie a drainé aussi les autorités coutumières et religieuses de la ville. Le maire de la ville, Souleymane Soulama a reconnu que l'organisation de cette journée traduisait tout l'engagement du gouvernement du Burkina pour l'accès à l'eau potable, source de vie.

A travers le thème « De l'eau propre pour un monde sain », dira le ministre délégué à l'Agriculture, Abdoulaye Combarry, le gouvernement du Faso, ainsi que ses partenaires veulent souligner la nécessité d'entretenir des écosystèmes sains et d'assurer le bien-être de l'humanité, en relevant les défis croissants que pose la qualité de l'eau dans la gestion de cette ressource. Cette cérémonie a servi de cadre à la signature de la convention constitutive de l'Agence de l'eau des Cascades.

Sous les tentes d'exposition, six organisations du domaine de l'eau et l'assainissement présentent leurs expériences dans le domaine, parmi lesquels le CREPA. Le ministre délégué, le gouverneur de la région des cascades et les autorités administratives de la commune ont montré un grand intérêt pour les maquettes des latrines EcoSan, les laves mains et la charrette multi usage de l'association ABACO conçue par le CREPA Burkina.

Soit-il des points focaux des programmes présents dans la zone, soit-t-elles des associations de femmes ou du réseau regroupant les institutions du domaine de l'eau et l'assainissement, le CREPA Burkina était présent pour faire tâche d'huile sur cette tribune d'expression des organisations de l'eau et l'assainissement.

Le programme Nœud de Connaissance en Assainissement Durable (NCAD), fortement représenté par ses 18 points focaux dans les 9 commune de la Comoé représentant l'alliance d'apprentissage provincial sont venus réaffirmer leur adhésion aux bienfaits des latrine EcoSan pour les communes de la Comoé.

Le Réseau des centres de ressources, regroupant une vingtaine d'institutions s'est fait connaître des autorités et



La charrette multi service de collecte de déchets solide et liquide fait la fierté des femmes de l'ABACO

citoyens de Banfora par la distribution du dépliant du Réseau.

Le programme 300 branchements privés du service communautaire de base du CREPA Burkina a rappelé sa contribution à l'accès à l'eau pour les ménages de Banfora par le crédit. Ces projets qui rappellent l'importance du CREPA dans l'accès de populations pauvres à l'eau potable et l'assainissement interpellent aussi sur la nécessité pour les gouvernements de promouvoir le partenariat avec les ONGs, réseaux et associations pour l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Valérie Sorgho (kout_vale@yahoo.fr),
communicatrice CREPA-BF

Nœud de connaissance en assainissement durable (NCAD) du Burkina : de l'or dans des bidons d'urine

Actif depuis avril 2009 dans la province de la Comoé, le projet Nœud de connaissance en assainissement durable du CREPA Burkina multiplie sensibilisation et promotion de la latrine EcoSan. Objectif : encourager les communes dans la prise en compte de la dimension assainissement écologique dans les plans de développement communaux.

Grâce à une promotion intense de la latrine EcoSan, à des formations et à un suivi rigoureux, le programme a réussi à transformer des paysans traditionnels en producteurs avertis des bienfaits de l'assainissement écologique grâce à la latrine EcoSan.

Epouse et mère de 12 enfants, Salimata Karama et son mari vivent de la culture de maïs. Depuis 2007, cette famille a bénéficié d'une latrine EcoSan. Très vite, les avantages de la latrine ne se sont pas faits attendre : « Ma famille a bénéficié de la latrine EcoSan depuis 2007.

Depuis lors, notre production de maïs a considérablement augmenté. Avant, nous remplissions un grenier et maintenant, on remplit un grenier et demi. Ainsi, on arrive à manger à notre faim et à vendre pour scolariser les enfants. La latrine EcoSan est vraiment avantageuse et nous en sommes heureux » confie-t-elle au coordinateur du projet Nœud de connaissance en assainissement durable (NCAD) du Burkina, M. Anicet Kyanssem en tournée sur l'assainissement écologique avec l'alliance d'apprentissage provinciale de la Comoé.

Comme cette famille, nombreuses sont les ménages de la province de la Comoé qui ont bénéficié de latrine EcoSan et qui sont satisfaits de ses multiples avantages; en témoigne M. Zombié Abdoulaye, un bénéficiaire de Bérégadougou « la latrine est très bénéfique ; on n'a pas besoin de mains d'œuvre pour vidanger, les urines et fèces sont utilisés comme fertilisants pour

mes produits maraîchers. Je peux vraiment dire que EcoSan est un assainissement positif, il permet de pallier à la cherté des engrais chimiques ».

Pour une promotion de l'assainissement durable

Cette prise de conscience de l'utilité de la latrine EcoSan a été boosté depuis seulement avril 2009 avec le lancement du projet NCAD. D'un coût total de 68 millions financé par EcoSanRes, une organisation suédoise d'aide au développement œuvrant pour la gestion des connaissances, le renforcement des capacités dans le domaine de l'assainissement durable, ce projet est destiné à renforcer les capacités des acteurs au niveau communal. Il ambitionne de leur permettre : d'élaborer le volet AEPa de leurs Plans communaux de développement (PCD-AEPa), en y intégrant de façon systématique les



Le NCAD au cours d'une caravane de sensibilisation sur l'assainissement durable

aspects relatifs à l'assainissement durable et d'élaborer des textes et arrêtés municipaux portant organisation et gestion de l'assainissement durable.

M. Kyansem souligne les grands axes de l'intervention du projet en ces termes : « le projet met principalement l'accent

sur la formation et l'information sur l'assainissement écologique. Depuis 2009, nous avons réalisé une série de formations à l'endroit des techniciens et maçons sur la construction des latrines EcoSan, nous avons formé des associations de femmes à la collecte et la pré collecte d'ordures ménagères, nous multiplions les ateliers d'information, de planification et de formation avec les maires pour une prise en compte de ce type d'assainissement respectueux des ressources naturelles ».

Dans cet élan d'information et de sensibilisation, les 18 points focaux du projet Nœud de connaissance en Assainissement durable ont pesé de toute leur force sur la célébration de la journée mondiale de l'eau à Banfora le 22 mars 2010. Présence effective lors de la cérémonie de commémoration

et organisation d'une caravane de sensibilisation sur la latrine Ecosan.

L'objectif de la caravane est de permettre au 18 points focaux du Nœuds, de prendre connaissance des latrines EcoSan, de participer à la sensibilisation sur l'utilisation des latrines Ecosan et de mieux défendre l'utilité de ces latrines pour les populations de cette province. « Cette alliance constitue vraiment le Nœud de connaissance en assainissement durable ». poursuit M. Kyansem : « Elle est le courroi de transmission de l'information sur la latrine EcoSan. Elle doit être le relais pour assurer la continuité dans les activités du Nœud. Une formation en capitalisation est prévue en mai 2010 pour permettre à ces points focaux de faire perdurer le projet ».

Valérie Sorgho/Koutou (kout_vale@yahoo.fr)
Communicatrice RN CREPA/BF

Formation théorique et pratique de maçons à Nouakchott : un besoin comblé !

Le Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût (CREPA) a organisé du 16 au 31 mars 2010, une session de formation à l'intention d'un groupe de maçons à Nouakchott, en Mauritanie.

La formation était destinée à 7 artisans maçons, tous issus de la ville de Nouakchott. Les structures impliquées dans cette formation sont la direction de l'Assainissement, la mairie de Teveragh Zeina et la représentation nationale du CREPA en Mauritanie.

La formation s'est déroulée en deux phases : une phase théorique d'une journée qui a permis aux artisans de découvrir les technologies appropriées (TA) proposées pour la formation (description, fonctionnement, étapes de mise en œuvre, entretien) et une phase pratique au cours de laquelle les maçons ont pu construire les TA retenues : une latrine VIP à 2 cabines, une toilette à chasse manuelle (TCM) et une dalle de la latrine VIP Type CREPA.

Plusieurs sites ont accueilli ces ouvrages dont les principaux bénéficiaires sont la population de la commune de Teveragh Zeina, en particulier les visiteurs du parc de récréation et du bouldrome. Quant à leur répartition géographique, notons que la latrine VIP à deux cabines ainsi que la dalle de VIP type CREPA ont été construites au niveau de l'espace récréatif aménagé par la mairie de Teveragh Zeina. Quant à la toilette à chasse manuelle, elle a été installée au niveau du bouldrome aménagé de la mairie.



La latrine VIP s'intégrant parfaitement avec l'environnement

Dans cette opération de dotation en infrastructures sanitaires, les enfants, groupe vulnérable (particulièrement les écoliers), n'ont pas été oubliés puisqu'un autre bloc de latrines VIP à 2 cabines a été réalisé dans une école primaire publique de la mairie à la suite de la formation. En fait, il s'agit, selon les explications de M. Karim Savadogo, ingénieur de l'environnement et formateur, « de la satisfaction d'un besoin pressant en

latrine exprimé par l'école aux premiers responsables de la commune de Teveragh Zeina, suite au délabrement de celle existante. La mairie a donc saisi l'opportunité de la formation des maçons pour matérialiser son désir de soulager les quelques 450 élèves de ladite école ». Le CREPA a contribué financièrement et techniquement à cette réalisation.

M. Savadogo souligne « le dynamisme et l'enthousiasme avec lesquels les autorités communales de Teveragh Zeina ont accueilli la demande du CREPA de réaliser les différents ouvrages de la formation sur leur territoire ».

En perspective, CREPA-Mauritanie et la mairie de Teveragh Zeina ont l'intention de développer un programme d'éducation à l'hygiène au sein de l'école bénéficiaire du bloc de latrines à 2 cabines. Le document de projet est en cours d'élaboration et sera soumis aux partenaires financiers, dont l'UNICEF.

Il est également envisagé l'organisation prochaine d'une formation complémentaire aux autres technologies non prises en compte dans cette première session de formation. C'est le cas par exemple de la latrine Ecosan et de l'impluvium.

Marie K. Quenum (mqenum@yahoo.fr), consultante en communication. Pour toute information complémentaire, contacter M. Karim Savadogo (ksavadogo@yahoo.fr), ingénieur de l'environnement et formateur au CREPA siège

Sources Nouvelles Edition Spéciale est publié tous les 3 mois par l'IRC (Centre International de l'Eau et de l'Assainissement) en collaboration avec le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA). Sources Nouvelles - Edition Spéciale existe en format papier et en format électronique.

Coordinateur/Editeur : Caridad Machín Camacho (camacho@irc.nl)

Contributeurs : Dick de Jong (jong@irc.nl); Dave Trouba (troubad@who.int); Esther de Jong (estherdejong@gwalliance.org); Marie Quenum (mqenum@yahoo.fr) et Kabou Kadio (kadio.kabou@reseaucrepa.org)

IRC International Water and Sanitation Centre, P.O. Box 82327, 2508 EH The Hague, the Netherlands, Tel. : +31 703044000, fax: +31 70 3044044, courriel : general@irc.nl, site web : [www.irc.nl/sourcesnouvelles].

Pour s'abonner envoyez un courriel à : (sourcesnouvelles-join@watsan.net)

Pour se désabonner, envoyez un courriel à : (sourcesnouvelles-leave@watsan.net), ou contacter (camacho@irc.nl)

ISSN: 1874-6594